

## Pompiers en Gironde : «La violence est partout désormais»

Par Eva Fonteneau, correspondante à Bordeaux — 29 janvier 2020 à 19:56

**Des crachats, des insultes, des gifles, voire des attaques avec arme... En 2018, 600 agressions contre des pompiers ont été recensées dans le département. Si plusieurs facteurs expliquent ce chiffre, supérieur au reste du pays, les premiers concernés pointent une dégradation de leur métier et des défaillances de l'Etat.**

Un jour d'automne 2019, à vingt minutes à l'est de Bordeaux. Paniquée, une femme appelle les secours. Prévenus par le Samu, trois sapeurs-pompiers partent en direction de son appartement pour une blessure au couteau. *«Aucune information n'est transmise sur une éventuelle agression»*, précise **Charles Cosse, représentant syndical de l'Unsa Sdis Gironde**. Les secouristes frappent à la porte. Ils n'ont alors aucune idée de ce qui les attend. Brusquement, un homme à la carrure impressionnante déboule sur le palier, armé d'une lame de boucher. Blessé et ensanglanté, le quadragénaire hurle aux pompiers qu'il va *«les planter»*. Sauvés par leurs réflexes, ils réussissent à s'enfuir par la cage d'escalier en essayant malgré tout d'apaiser, de loin, leur agresseur. Les pompiers sont rapidement rejoints par la police. L'homme qui s'était automutilé, car sa femme voulait le quitter, sera finalement pris en charge une heure plus tard. Transporté à l'hôpital par les mêmes pompiers.

Quelques mois plus tôt, Samuel (1), pompier à Bordeaux, s'est retrouvé dans une situation similaire. Ce jour-là, le secouriste est appelé pour une personne qui ne répond pas aux appels (PRPA dans le jargon). Un proche avait fait un signalement, s'inquiétant de ne plus avoir de nouvelles. Après plusieurs sommations, l'un de ses collègues casse une petite fenêtre pour ouvrir à ses coéquipiers depuis l'intérieur. Dans la pénombre, Samuel cherche une potentielle victime à aider : *«Je regarde partout : sous le lit, derrière le canapé, sous la couette, puis les portes de l'armoire de la chambre. Et là, je vois deux yeux tout blancs me fixer. La jeune femme qu'on venait secourir se cachait. Tout se passe très vite ensuite. Un couteau à la main, elle me saute dessus.»* Samuel marque une pause et reprend : *«Je ne sais pas par quel miracle j'ai réussi à éviter la lame. On a dû se mettre à plusieurs pour la maîtriser. Plus tard, on a appris que cette personne avait des troubles psychologiques. Personne ne nous avait informés car nous n'avons pas de fichier permettant d'identifier les personnes souffrant de ce type de pathologies en amont. Je suis devenu très méfiant depuis. Je me dis qu'on ne sait jamais ce qu'on va trouver derrière une porte. C'est un peu la roulette russe.»*

### «Hostilité»

Ces agressions spectaculaires, si elles restent marginales, sont de plus en plus fréquentes en Gironde, assurent à l'unanimité les pompiers que nous avons interrogés. Mais ce qui les alarme surtout, c'est la banalisation de la violence au quotidien : insultes, crachats, gifles, bousculades... D'après les derniers chiffres publiés par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), près de 600 signalements ont ainsi été recensés rien qu'en 2018 en Gironde, soit 46 sapeurs-pompiers agressés pour 10 000 interventions. Un record en France. C'est par exemple trois fois plus que dans le Nord, le quintuple de la région parisienne et huit fois plus que dans les Bouches-du-Rhône. Cet écart avec le reste du pays surprend autant qu'il interroge : le département est-il plus sujet aux violences qu'ailleurs ? *«Il faut relativiser les chiffres qui ont été communiqués*, tempère le contrôleur général et directeur du Sdis 33, Jean-Paul Decellier. *Depuis 2002, nous menons en Gironde une politique de prévention et de déclaration systématique. De l'insulte à l'agression, tout est signalé : la moindre incivilité, le moindre incident. Mathématiquement, cela fait grimper les chiffres. Si on voulait vraiment établir des*

*comparaisons entre départements, il faudrait se positionner sur une grille de recueil partagée. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.»*

Différent d'un territoire à l'autre, l'abaissement du seuil d'acceptabilité est une autre hypothèse à prendre en compte pour expliquer ces chiffres particulièrement élevés en Gironde : *«Les mentalités chez les sapeurs-pompiers ont beaucoup évolué. Avant, les secouristes avaient du mal à s'avouer en difficulté, affaiblis. Le discours, c'était plutôt : "C'est rien, ça va passer." Aujourd'hui, on n'est plus du tout dans cette démarche-là. Il y a une vraie volonté, notamment chez les jeunes pompiers, de ne plus se laisser faire. C'est une manière aussi de légitimer les revendications auprès des pouvoirs publics en quantifiant les agressions, qu'elles soient physiques ou verbales»,* analyse le délégué syndical Charles Cosse. Sylvain (1), pompier dans la capitale girondine depuis une quinzaine d'années, abonde : *«Je connais des gars dans le sud-est pour qui c'est tellement courant de se faire menacer en intervention qu'ils ont arrêté de porter plainte, sauf quand c'est vraiment très grave. A Bordeaux, on n'était pas habitués à toutes ces violences il y a encore dix ans. Donc la réaction est épidermique, on ne laisse plus rien passer. C'est peut-être pour ça que les chiffres sont élevés, car je n'ai pas le sentiment qu'on est plus mal lotis qu'ailleurs. La violence, elle est partout désormais.»*

Une tolérance zéro, une meilleure remontée de l'information. Oui, mais pas seulement, clament des pompiers girondins. Sébastien Dephot, de la fédération autonome des sapeurs-pompiers en Gironde, en est convaincu : *«L'augmentation du nombre d'agressions est elle aussi bien réelle. On ne se fait plus seulement menacer ou attaquer dans les quartiers chauds. Loin de là. La violence est devenue sociétale. La bienveillance avec laquelle tout le monde nous accueillait s'est étioyée au fil des ans. On respecte moins la profession. L'uniforme suffit parfois à déclencher l'hostilité car il symbolise les institutions, l'Etat. On représente aussi, pour de nombreux administrés, un service public qui est leur est dû. Les gens ont un comportement de consommateur. Ils peuvent être insatisfaits de nos délais d'intervention ou estimer qu'on n'agit pas comme il faut. Leur réponse, c'est l'agressivité.»*

A titre d'exemple, Philippe (1), pompier dans le département depuis un peu plus de vingt ans, rapporte : *«Il y a quelques semaines, un monsieur nous a fait déplacer pour une crise d'angoisse. Devant notre regard interloqué, il s'est emporté et a crié : "Je paie des impôts, j'ai le droit de faire venir les pompiers quand je veux.»* Sans surprise, les agresseurs de pompiers sont le plus souvent les victimes elles-mêmes, des proches ou des témoins qui passent par là. *«Environ 80 %»,* selon le pompier de l'Unsa 33 Charles Cosse.

## **Détresse humaine**

*«La Gironde reste quand même relativement épargnée par les violences urbaines. Les guets-apens sont rares par exemple. En revanche, nous sommes amenés à secourir de plus en plus de personnes sous l'emprise de l'alcool, de stupéfiants, ceux qui vivent dans la misère ou avec des troubles psy. Les différends familiaux sont aussi monnaie courante. Autant de facteurs qui mènent à des dérapages»,* complète Charles Cosse. De moins en moins «soldats du feu», les pompiers qui témoignent ont le sentiment d'être des éponges. Ils absorbent la détresse humaine. L'année dernière, sur 138 000 interventions dans ce département, environ 90 000 relevaient du secours à la personne. La proportion du nombre de missions traditionnelles, telles que la lutte contre les incendies et les feux de forêts, est quant à elle en net recul.

*«Ce qui n'aide pas, c'est qu'on nous appelle pour tout et n'importe quoi. On s'est dangereusement éloignés de l'essence de notre métier. Pourquoi ? Parce qu'on pallie les carences de l'Etat. L'explosion démographique en Gironde n'a pas aidé. Il n'y a pas assez de policiers, donc on nous appelle pour les personnes alcoolisées en sortie de boîte par exemple. C'est comme ça qu'on se retrouve à gérer seuls des situations complexes et conflictuelles. Mais surtout, quand on s'occupe de ces gens-là, on n'est pas*

*ailleurs*», déplore Damien (1), un pompier trentenaire. Un rapport du Sénat sur la sécurité des pompiers, publié le 11 décembre, pousse plus loin l'analyse : *«Aucun autre service public ne souhaite prendre en charge ces individus en très grande détresse sociale ou précarité.»* Damien a donc pris une décision radicale l'an dernier : demander sa mutation pour s'éloigner de la métropole bordelaise, où se concentrent la plupart des violences. Un soulagement pour celui qui avait perdu toute motivation. Comme lui, tous ont encore à l'esprit l'agression mortelle d'un pompier de 27 ans dans le Val-de-Marne, fin 2018. Poignardé par la personne qu'il était venu secourir, schizophrène et en crise de démence.

## **Caméras-piétons**

*«Ces agressions, c'est une problématique que nous prenons à bras-le-corps, assure Jean-Luc Gleyze, président (PS) du conseil départemental de la Gironde et du Sdis 33. En plus de l'accompagnement juridique et psychologique, le Sdis 33 se constitue depuis 2005 partie civile auprès de ses agents.*

*Nous avons veillé par ailleurs à simplifier au maximum les démarches pour remonter les signalements.»* Pour faciliter les dépôts de plaintes, le Sénat a adopté en mars 2019 un texte permettant à un témoin d'une agression de pompier de recourir à l'anonymat. *«L'an dernier, nous sommes allés encore plus loin, certifie Jean-Luc Gleyze. Nous avons mis en place des groupes de travail pour affiner la prévention.»* Toutes les organisations représentatives des personnels professionnels et volontaires, ainsi que la direction, y participent.

La Gironde expérimente aussi, depuis deux mois, le dispositif des caméras-piétons. *«C'est sur la base du volontariat. L'objectif n'est pas de tout filmer bien sûr, mais seulement lorsque la situation se tend. Devant la justice, ces images sont des preuves»,* souligne le président du Sdis 33. Pour autant, tous les pompiers n'y sont pas forcément favorables, pointe le rapport du Sénat, selon lequel l'utilisation de caméras peut être perçue comme *«un signe de suspicion dans certains quartiers sensibles et ainsi mettre à mal les efforts qui ont été fournis pour établir un lien de confiance avec leurs habitants».*

A l'instar d'autres collègues, Xavier, un pompier girondin de 41 ans, émet des réserves : *«Il y a*

*trois semaines, j'ai dû maîtriser le frère d'une victime. Il était bourré et a tenté de m'agresser car, selon lui, je faisais mal mon boulot. En me défendant, je l'ai fait tomber par terre. Alors je me pose la question, si j'avais eu une caméra, ça se serait retourné contre moi ? Et puis je n'ai pas signé pour ça, mon métier c'est de sauver. C'est quoi la prochaine étape : le gilet pare-balles ? Ce que nous demandons, c'est plutôt un durcissement des réponses pénales, que la justice suive et rende des décisions à la hauteur de la gravité des faits.»*

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Eva Fonteneau correspondante à Bordeaux